

**UNE SOCIÉTÉ ÉRUDITE
AU XIX^e SIÈCLE :
LES ORIGINES ET LES DÉBUTS
DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE
DE COMPIÈGNE
1836-1878**

par
François CALLAIS

Les sociétés savantes se sont multipliées au XIX^e siècle, surtout entre 1830 et 1880. Les raisons de cette prospérité sont multiples.

C'est d'abord la prolongation du grand mouvement des « lumières » qui, au XVIII^e siècle, entraîne la prolifération des « Académies » de province, des « Sociétés académiques », des « Sociétés littéraires », des « Sociétés d'émulation », des « Chambres de lecture », etc... toute une hiérarchie de regroupements pour les beaux esprits dont la curiosité intellectuelle se porte d'ailleurs de plus en plus de la littérature vers les problèmes économiques et sociaux. On peut admirer l'activité fébrile et le prestige considérable de ces sociétés savantes au sein desquelles s'opère un brassage entre noblesse, clergé et bourgeoisie. Parmi la cinquantaine de sociétés reconnues prospérant sous le règne de Louis XVI, citons l'Académie d'Amiens, fondée en 1750 et l'« Académie Française » de Soissons établie dès 1694.

C'est aussi la défaillance de l'Université qui ne sera plus qu'une machine à distribuer des diplômes, au moins jusqu'à la fin du Second Empire et à la création de l'« École pratique des Hau-

tes Études ». La recherche érudite se réfugie particulièrement au « Collège Royal » devenu « Collège de France », à l'« Académie des Inscriptions » (dans sa forme élargie de 1701), chez les Jésuites du « Collège Louis le Grand » et surtout chez les Bénédictins de la « Congrégation de Saint-Maur », établie à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés en 1620 et, peu après, à l'abbaye Saint-Corneille de Compiègne, dont les religieux prirent en charge le « Collège », quelques années après le départ des Jésuites.

C'est encore les destructions de la tourmente révolutionnaire et le vandalisme qui se prolonge à cause de la désaffectation et de l'aliénation de nombreux monuments, provoquant un retour nostalgique vers le passé et le désir de sauver les débris d'un immense patrimoine artistique.

Il y a convergence de tout un mouvement de la sensibilité avec l'apparition puis le développement de nouvelles sciences auxiliaires de l'Histoire. La sensibilité littéraire tente de faire revivre un passé pittoresque avec le Châteaubriand du *Génie du Christianisme* ou des *Martyrs*, le Hugo de *Notre-Dame de Paris*. Mérimée, Inspecteur général des « Monuments historiques » de 1830 à 1864, va contribuer à une meilleure connaissance et au sauvetage de tant de chefs-d'œuvres en péril. La sensibilité artistique flotte du romantisme des ruines au romantisme des reconstitutions « moyennageuses », où s'affirme la maîtrise savante d'un Viollet le Duc. Les intuitions géniales de Boucher de Perthes révèlent la Préhistoire (ses principales publications datent de 1844-48), tandis qu'Arcisse de Caumont fonde l'Archéologie médiévale (« cours d'Antiquités monumentales » en 1830-41). C'est le « siècle d'or » des « Antiquaires », d'ailleurs la « Société des Antiquaires de France » s'établit progressivement à partir de 1805 et Arcisse de Caumont lui-même fonde, en 1834, la « Société Française d'Archéologie ». De 1815 à 1914 s'étend un siècle de paix, à peine interrompu en 1870-71, favorable aux longs et patients efforts des sociétés savantes. Les pouvoirs publics eux-mêmes sont bienveillants, la Restauration fonde l'« École des Chartes », Guizot encourage la plupart des collections érudites, Napoléon III se passionne pour les fouilles et ouvre, en 1867, le « Musée des Antiquités nationales » de Saint-Germain-en-Laye. On a parlé des « bourgeois conquérants » du XIX^e siècle occidental, il s'agit aussi pour eux de la conquête du Passé et leur effort est, particulièrement dans ce domaine, très étroitement mêlé à celui de l'aristocratie. Nous allons les voir à l'action dans une petite ville de l'Ile-de-France.

Le réseau des « sociétés de pensée » et des « loges maçonniques » était serré à la fin du XVIII^e siècle, surtout là où l'autorité résidait et Compiègne avait sans doute au moins une « chambre de lecture » ; son existence n'est pas prouvée mais on peut estimer que Bertrand dit Bertrand-Quinquet, imprimeur de *Affiches de Compiègne et du Beauvaisis*, ne devait pas y être étranger. En tout cas Compiègne ne devait pas rester longtemps à l'écart de ce renouveau de l'érudition et de la science historique, élément essentiel de la grandeur d'un siècle trop souvent « stupide » à d'autres égards.

I. — Les origines : Le « Comité Archéologique » 1836-1859

La formation d'une société savante n'est pas toujours aisée. Il semble qu'il faille que l'impulsion provienne d'une large base locale, fournissant suffisamment d'esprits érudits et curieux, de chercheurs et de participants. La genèse de la Société historique de Compiègne démontre la précarité d'un trop petit groupe ne recherchant ni la publicité ni l'extension et qui, malgré sa bonne volonté, continue à dépendre d'une société mère lointaine. Cette petite réunion de gens âgés ne pourra guère se renouveler, tournera en rond et finalement disparaîtra avant de renaître sur une base beaucoup plus large. Ce « groupuscule » sera en effet le germe d'où sortira la « Société historique de Compiègne » dont elle annonce les longs travaux, à ce titre il mérite notre sympathie et notre reconnaissance.

Une « *Société d'Archéologie du département de la Somme* » est fondée en 1836. Dès sa première réunion, en avril, elle refuse de se cantonner dans les strictes limites départementales et fait appel à toutes les bonnes volontés des départements voisins ; nous relevons particulièrement les noms de Louis de Givenchy, (secrétaire de la « Société des Antiquaires de la Morinie » à Saint-Omer), Arcisse de Caumont, secrétaire des « Antiquaires de Normandie » à Caen, et de Boucher de Perthes, Société d'Emulation d'Abbeville.

A Compiègne s'inscrivent déjà trois personnalités appelées à figurer longtemps : *le comte Ernest de Breda*, propriétaire du château du Plessis-Brion et futur bâtonnier des avocats de Compiègne, mort en 1869, *M. Louis de Cayrol* (1775-1859), fils d'un maire de Compiègne sous la Révolution, lui-même sous-intendant militaire en retraite, ancien député, *M. Jean-Louis de Crouy*

(1786-1862), petit-fils du maire de Compiègne qui reçut Louis XV en 1728, lui-même ancien notaire, ancien adjoint au maire ; les villes de Beauvais, Noyon et Senlis, entre autres, ont aussi répondu à l'appel.

La « Société » veut concrétiser cette extension immédiate en transformant ses statuts et en adoptant le titre de « *Société des Antiquaires de Picardie* ». L'incompréhension de l'autorité de tutelle, sinon du Préfet qui est président d'honneur de la « Société », du moins des bureaux ministériels, empêche de quitter aussitôt le cadre départemental ; l'administration se méfie instinctivement du moindre retour à un cadre régional et décentralisé, moins propice à la surveillance. Certes, cette société semble peu dangereuse mais ce pourrait être un précédent gênant, en tout cas les retards s'accumulent.

Le Secrétaire perpétuel, M. Garnier, expose, le 5 février 1837, les modifications rédigées en décembre précédent, il s'agit de donner la possibilité aux membres résidents, domiciliés dans un même canton ou un même arrondissement, de constituer un comité permanent ayant à sa tête un « directeur » chargé des liaisons avec Amiens et employant les fonds collectés sur place. Ces nouveaux statuts ne seront approuvés qu'en 1839 et *c'est en février 1840 que le « comité de Compiègne » est constitué* grâce à M. de Cayrol et avec les encouragements de M. Garnier. Aux trois « anciens » déjà nommés s'ajoutent *le baron Eugène de Bicquille* (1803-1875), fils du général de Bicquille et petit-fils du général de Seroux, lui-même officier d'artillerie et combattant de Sidi-Ferruch en 1830, cet ancien élève de l'Ecole polytechnique est propriétaire du domaine de « Beauregard », et *Emmanuel Woillez* (1797-1871), contrôleur des contributions indirectes dont la carrière sera très ambulante. M. de Cayrol devient « directeur » et le restera jusqu'à la disparition du « comité », le comte de Bréda assume la fonction de « secrétaire » ; on prévoit des réunions mensuelles. Les « Antiquaires de Picardie » ratifient ces choix dans la séance du 11 mars 1840.

D'autres « Comités Archéologiques » sont formés, dès mars 1840 à Noyon, en janvier 1841 à Beauvais. Ces deux Comités sont, dès le départ, beaucoup plus prospères que celui de Compiègne. Celui de Beauvais comprend aussitôt 27 membres et son dynamisme lui permettra de se transformer en une « Société Académique », indépendante en 1860 ; il est vrai qu'il dispose au chef-lieu du département d'appuis et de moyens importants ainsi que de

l'appoint de fonctionnaires aussi érudits que L. Graves, secrétaire général de la Préfecture jusqu'en 1848. Le Comité de Noyon dispose aussitôt d'une dizaine de membres et aura pour « directeurs » successifs : le docteur Richard, 1840-43, Frédéric de Roucy 1843-48, puis le docteur Alexandre Colson ; son activité redoublera après les « Assises archéologiques » tenues dans la ville même en 1856, ce qui lui permettra peu après d'absorber le reliquat du Comité de Compiègne. Rappelons que le Comité de Clermont, créé par le frère d'Emmanuel Woillez, Emile Woillez, sera éphémère (1845-58), il ne renaîtra qu'en 1902. Enfin le Comité de Senlis ne se formera qu'en 1865 et avec un statut indépendant, portant à sa tête le comte de Longpérier.

Cependant à Compiègne, dès 1836, on s'est mis au travail, pleins de grandes espérances. Travail en équipe avec l'établissement d'une commission régionale pour la confection d'une « *carte servant à l'histoire de la Picardie* », MM. de Cayrol et de Crouy y représentant Compiègne. Travail individuel, M. de Cayrol veut faire une histoire de la ville et fouille les Archives dans cette intention. Les premières années sont fécondes et un important « *Rapport sur les travaux du Comité de Compiègne* » est présenté, à la séance tenue à Amiens le 12 juillet 1840, par E. Woillez. Le Comité étend son activité sur cinq cantons : Compiègne, Attichy, Estrées-Saint-Denis, Ressons-sur Matz, Ribécourt, mais ce dernier est en partie revendiqué par Noyon ; il poursuit un double but : 1) une « *Histoire générale de Compiègne et de ses environs* », 2) une « *carte monumentale historique et archéologique* ». Le Sous-Préfet soutient le Comité et lui a fourni un local pour son « *Musée* ». La Municipalité prétendant abattre l'église des Minimes, afin de percer une nouvelle rue, un vœu du Comité contribue à empêcher cette mauvaise action. Chacun des membres fait assaut de zèle : M. de Cayrol étudie Froissart et la toponymie des environs, Ernest de Bréda entreprend l'histoire de son château et celui de l'abbaye Saint-Corneille, M. de Crouy commente les chartes carolingiennes, M. de Bicquille s'intéresse aux emplacements des premiers palais royaux mais aussi achète la « grosse tour », afin d'empêcher sa destruction, relève sept arches du cloître des Jacobins et découvre deux « gisants », E. Woillez travaille à une « *Statistique monumentale de l'Arrondissement de Compiègne* ». Puis les comptes rendus annuels à la Société d'Amiens se font de plus en plus rares, mais le secrétaire perpétuel excuse nos compatriotes, trop peu nombreux et s'adonnant « à

des travaux de longue haleine ». Si l'abbé Dupont, vicaire de Saint-Jacques et futur curé de Saint-Antoine, adhère en 1841, le très actif E. Woillez s'est éloigné l'année suivante.

En 1842-43 on peut toutefois citer *la biographie de dom Gillessou* (bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur qui écrivit, au milieu du XVII^e siècle, l'histoire de Compiègne et celle de Soissons) rédigée par de Crouy, ou encore des papiers concernant le *Maréchal de Berwick* révélés par M. de Cayrol, enfin deux études, par l'abbé Dupont et par le curé de Grandvilliers, sur le « *Christ Ailé* » qui venait d'être découvert sous les combles de l'église Saint-Pierre de Margny. En 1843-44 M. de Crouy rédige une biographie de l'abbé *Hersan* et M. de Cayrol décrit les fouilles pratiquées au sud-est de Pierrefonds, sur le domaine de « *La Folie* », par Boitel de Dienval, et donne un catalogue des cartes de la Forêt. Le Comité de Compiègne atteint huit membres en 1846-47 : à côté de son « directeur » M. de Cayrol, siègent MM. de Crouy, Ernest de Bréda, Eugène de Bicquille, l'abbé Dupont, Edmond Caillette de l'Hervillier, futur directeur au Ministère des Finances, qui remplacera M. de Bréda au « secrétariat », le baron de Pille, propriétaire, et l'abbé Obry.

La Révolution de 1848 est néfaste à la « Société » dont l'effectif s'effondre à cinq membres, puis à quatre en 1851. Il ne semble plus y avoir d'activité notable, à tel point que le comte E. de Bréda rallie le Comité de Noyon dès 1843 ; seuls demeurent MM. de Cayrol, de Crouy, de Bicquille et l'abbé Dupont. Le passage de Zacharie Rendu, architecte, en 1856 et l'arrivée d'Eugène Demarsy, procureur impérial, en 1858, ne suffisent pas à renflouer un comité-croupion qui se survit jusqu'à la mort de M. de Cayrol en 1859 puis se fond, l'année suivante, dans le prospère « Comité de Noyon ».

Certains érudits compiégnais préfèrent cependant s'inscrire directement à Amiens en tant que « membres correspondants », c'est le cas de Jules Perin du Lac, juge au Tribunal civil, et de Louis Vol de Conantray, imprimeur de *l'Echo de l'Oise* et futur président du Tribunal du Commerce. En 1862 disparaissent M. de Crouy « dont la précieuse collection de médailles doit enrichir un jour le musée de Compiègne » et Eugène Demarsy « fureteur intelligent et patient, il avait réuni une collection de documents pour servir à l'histoire locale » (extraits des éloges par le secrétaire perpétuel d'Amiens). En 1863 adhère au Comité de Noyon le

jeune Arthur Demarsy (1843-1900), fils du défunt procureur, ancien élève de l'École des Chartes et conservateur du musée de Compiègne ; c'est lui qui, en décembre 1867, va prendre l'initiative de créer une nouvelle société historique avec MM. de Bicquille, E. Woillez, retraité à Compiègne, Jules du Lac, Albert de Roucy, juge et futur président de Tribunal, Charles Meresse, architecte, Jean-Louis Aubrelisque, vérificateur de l'enregistrement et conseiller d'arrondissement, et quelques autres notabilités. Ils réussissent grâce au concours du maire de Compiègne, Eugène Floquet, et à celui des hauts fonctionnaires du Palais, Pellassy de l'Ousle notamment. Il y a quinze signataires pour solliciter l'autorisation de la Société dont *les statuts sont adoptés le 8 février 1868*, puis approuvés le 15 juillet de la même année. Le Règlement est institué lors de la séance du 14 août 1868.

« Elle s'occupe de recherches sur l'histoire, les arts et les antiquités, mais elle embrasse plus spécialement dans le cercle de ses études tout ce qui se rapporte à l'histoire de Compiègne et des provinces voisines », tel est l'article II définissant les buts de la Société. Les membres titulaires paient une cotisation de 10 francs par an et les nouveaux venus un droit supplémentaire dit « de diplôme », car pour 5 francs on leur distribue un beau dessin dû à M. Deligny, professeur au Collège. Les membres honoraires, dont le Préfet et l'Evêque, membres de droit, sont choisis parmi les notabilités scientifiques ou ayant rendu des services importants, enfin il y a les nombreux membres correspondants. Le Bureau doit être renouvelé chaque année et n'est pas immédiatement rééligible, sauf le secrétaire qui peut être « perpétuel », le trésorier et l'archiviste-conservateur pouvant cependant rester en fonction trois années consécutives. Des Commissions permanentes : des Finances, des Publications, sont prévues. Les réunions se tiennent, à deux heures et demie de l'après-midi, dans une salle de l'Hôtel de ville, le dernier mardi du mois. Il est vrai que la fixation du jour de séance est toujours controversée, dès 1872 la préférence est donnée au troisième jeudi du mois. Il y a relâche en août, septembre et octobre. Les convocations sont envoyées à chaque séance par le secrétaire et un ordre du jour est fixé. Les membres sont élus au scrutin secret, après une séance de présentation. Il est prévu de céder à la Bibliothèque et au Musée de la ville tous les livres et objets entrés en possession de la Société. Rappelons que ces statuts seront modifiés en 1894 et que la reconnaissance comme « établissement d'utilité publique » interviendra en 1895.

Presqu'immédiatement la guerre puis l'occupation allemande, du 13 septembre 1870 à la fin de septembre 1871, vont interrompre les activités de la nouvelle Société qui a pourtant démarré avec beaucoup d'ardeur. Les statuts, le règlement, la bonne volonté même des fondateurs ne suffisent pas à garantir la vie d'une société qui pourrait n'exister que sur le papier ou ne jouer qu'un rôle insignifiant. C'est pourquoi nous allons tenter de relater son fonctionnement pendant les dix premières années de son existence, afin de mieux comprendre quelle fut son activité réelle, ses difficultés, ses succès. Rappelons que cette période 1868-1878 correspond en fait à neuf années d'activité, car 1868 fut une année de démarrage administratif, puis il y eut la guerre.

II. — Les Débuts (1868-1878) : les hommes et leurs travaux

Les hommes :

Il y avait une quarantaine de présents à la réunion du 14 août 1868, mais dès 1869 on relève 70 titulaires, dont 2 disparaissent cette même année, Ernest de Bréda et le comte Paul Begouen, permettant d'inaugurer le genre, malheureusement si pratiqué, de la « notice nécrologique ». Cet effectif apparaît sans comparaison avec celui de l'ancien « Comité Archéologique », le lancement paraît donc magnifiquement réussi. Il est vrai que l'appui officiel n'a pas manqué : le sous-préfet, tout le haut personnel du Palais impérial avec les officiers supérieurs, le maire et ses adjoints, tous se sont inscrits.

Le groupe le plus important, de fort loin, est celui des « *propriétaires* » vivant de leurs rentes « noblement », ils sont au nombre de vingt-quatre, parmi eux abondent les officiers de cavalerie ; beaucoup sont châtelains aux alentours, les autres habitent le noble quartier aux belles demeures anciennes (place du Palais, rue des Minimes, rue de la Sous-Préfecture, rue des Cordeliers, rue des Domeliers, rue d'Alger, rue du Château... et toutes les rues adjacentes), certains pionniers lotissent déjà « les Avenues ». Saluons le baron de Bicquille, les deux comtes de Bréda, le vicomte Raymond du Puget, le comte G. de Lambertye, le marquis de Thuisy (à Baugy), le comte de Segonzac (à Orvillers-Sorel), le comte de Béthune (à Béthencourt), Eugène de Labrunerie (à Fresnières), Boitel de Dienval (à Pierrefonds)... à côté de titres authentiques il y a des titres de courtoisie, beaucoup

de noms de terres que l'usage ajoute au patronyme banal et fait oublier : M. de Verneuil, M. de Varanval... et nous verrons l'excellent « secrétaire » de la Société, Arthur Demarsy, acquérir du Pape, en 1876, le titre de « comte » et détacher alors glorieusement la première syllabe de son nom. Les décorations surabondent, M. le comte Arthur de Marsy sera chevalier de cinq ordres allant du Nicham Iftikar au Saint-Sépulcre de Jérusalem, officier de quatre ordres dont Saint-Grégoire le Grand et Isabelle la Catholique, commandeur de trois ordres dont l'un en Bolivie, se contentant pour la France des « palmes académiques ».

Viennent ensuite onze *officiers supérieurs et fonctionnaires* divers, mais c'est une catégorie très ambulante et appelée à fournir des « correspondants » plus ou moins lointains ; Victor Cauchemé, sous-inspecteur des Bâtiments du Palais et conservateur du Musée archéologique, et Emmanuel Woillez, inspecteur honoraire des Contributions, joueront cependant un rôle important.

Les neuf membres de *la Magistrature et de la Basoche* ont beaucoup plus d'influence, ils vont fournir la majorité des « Bureaux » successifs et détenir très souvent la présidence. Payé plus en honneurs qu'en argent le magistrat doit disposer d'une belle fortune, condition de son indépendance, il possède des loisirs et de longues vacances qu'il sait utiliser intelligemment ; tels Hippolyte Bottier, avoué et juge suppléant, Jules du Lac (1824-1909), le président Albert de Roucy (1814-1894), conservateur honoraire du Musée Gallo-Romain du Palais. Les notaires sont plus occupés : tels Michel et Vraye.

Se détachent ensuite sept *chefs d'entreprises* industrielles ou commerciales, avec en vedette les architectes : Charles Méresse et Zacharie Rendu. Cinq « élus » offrent caution et soutien, c'est le député Barrillon (résidant au château de Bellinglise), le conseiller d'arrondissement et futur sénateur-maire Aubrelisque, le maire Floquet avec ses deux adjoints : Th. Dupuis et A. Leveaux. Les quatre membres du *clergé* représentent surtout les paroisses de la ville, cependant l'abbé Gordière est curé de Machemont ; rien de tel que certains curés de campagne pour ressusciter avec amour le passé du village auquel ils ont consacré leur vie. Le collège Louis-Napoléon fournit son Principal et trois professeurs, mais le rôle des *universitaires* est décevant, le radotage des programmes use intellectuellement et racornit ; nous relèverons pour la période étudiée une seule communication, sur Marie de Compiègne, faite par un professeur du collège : Constans, qui deviendra professeur

à la Faculté de Poitiers. *Médecins et même pharmaciens* appartenaient alors pleinement aux professions libérales, ils ne sont ici que trois à illustrer une science qui se croit souvent républicaine et laïque. Enfin trois *journalistes et imprimeurs* représentant *L'Echo de l'Oise* et le *Progrès de l'Oise*, gazette jumelles qui se partagent une clientèle avide de nouvelles locales.

La répartition restera à peu près la même pendant les premières années, sauf la disparition de plusieurs fonctionnaires ou militaires attachés au Palais, après la chute de l'Empire. De 1869 à 1872 affluent les châtelains, entre autres : Caix de Saint-Aymour (à Ognon), le comte Arthur de Cossé-Brissac (au Fayel), futur député, Harlé d'Ophove (à Chevières)... et parmi les gens de loi : le procureur de la République Paisant, le juge honoraire Charles Demonchy (1799-1894), le notaire Dehesdin, l'avocat Francis de Roucy (1847-1914) et surtout le futur président du Tribunal, Alexandre Sorel (1826-1901). N'oublions pas l'architecte Dollé et surtout l'abbé Lécot, curé de Saint-Antoine depuis 1872 et futur cardinal-archevêque de Bordeaux, qui fut un des piliers de la société.

De 1873 à 1878, toujours des châtelains : le baron de Corbeiron (à Troissereux), ancien député, Dutilleul (à Bellinglise), ancien ministre, Léopold et Gaston Balny d'Avricourt, le baron de Villars (à Carlepont), le baron de Condé (à Montataire), le comte Doria (à Orrouy), Gérard de Seroux (à Béthisy-Sant-Martin)... toujours des avocats : Roger du Lac, Roger de Magnienville..., des magistrats : Le Féron d'Éterpigny, le comte d'Yanville, Roger Souhart... ; un inspecteur des Eaux-et-Forêts : Delageneste, un vérificateur de l'Enregistrement : Charmolüe, un industriel : Mennechet (d'Ourscamp), un architecte : Vincent, deux médecins : le docteur Douvillé et le docteur Lesguillons ; le bibliothécaire du Palais : le marquis de Laincel. Parmi ces nouveaux arrivés il faut rendre un hommage particulier au grand travailleur que fut *l'abbé Morel* (1842-1919), curé de Chevières, ainsi qu'au *baron Xavier de Bonnault d'Houët* (1847-1923), encore un ancien élève des Chartes, qui fut assez longtemps secrétaire puis président de la « Société Historique » et dont nos anciens ont conservé le souvenir. La relève de la première génération des fondateurs, déjà membres du « Comité Archéologique », celle des Emmanuel Woillez, des Eugène de Bicquille, est donc très largement assurée.

La cohésion sociale de la Société est encore renforcée par de nombreux liens familiaux. Liens de père à fils : les de Roucy, les

Peyrecave, les Bréda, les Doria..., liens de beau-père à gendre : d'Eugène de Bicquille à Émile de Songeons ou à Raymond du Puget, de M. de Crouy à Aubrelisque, d'E. Woillez au docteur Fournier, d'E. Floquet à Félix de Maintenant. On retrouve notamment les vieilles familles de magistrats et d'échevins, issues souvent de la même souche. Dans son livre sur la bourgeoisie au Moyen-Age, *Une famille de tabellions royaux : les de Kerromp*, Carolus Barré écrit ainsi l'étonnante postérité de Gillette de Kerromp et de Raoul Thiébault (mariage en 1452), parmi laquelle nous retrouvons, soit directement, soit par alliance, beaucoup de nos prédécesseurs. Tout un réseau de relations sociales, mondaines ou amicales, contribue à rassembler les familles de notables. *Le président Alexandre Sorel* réunit ainsi ses amis, fort régulièrement une soirée par semaine et c'est à la mort de son hôte que le comte de Bonnault fait revivre quelques-uns de ses interlocuteurs préférés : « ...Je ne puis résister au plaisir d'évoquer le souvenir de ces petites réunions où, nouveau dans votre ville, il y a plus de vingt ans, j'ai appris à connaître les premiers éléments de votre histoire locale et les hommes qui en faisaient la passion dominante de leur vie. C'était le futur cardinal Lécot, alors simple curé de Saint-Antoine, mais libre de bouquiner à l'aise et de déchiffrer l'énigme de Saint-Accroupy ; le Président de Roucy, esprit original et sagace, fouilleur infatigable doué d'une pénétration qui semblait un flair particulier, mais malheureusement dédaigneux de réunir et de résumer les résultats de tant de découvertes précieuses ; Méresse, connaissant mieux que personne les dessous du vieux Compiègne mais gardant dans sa pensée quelque chose d'obscur et d'embrouillé comme les replis de tous ces vieux souterrains, en se laissant entraîner par une imagination éprise de reconstitutions douteuses et de symbolisme discutable ; près de lui son compagnon, j'ose dire son mentor, dans la recherche de nos vieilles pierres, Jules du Lac, magistrat de vieille roche et numismate de passion, tenant de cette double influence l'habitude des recherches patientes, le besoin des résultats sévèrement contrôlés et, par dessus tout, le goût de la mesure ; Arthur de Marsy, véritable encyclopédie vivante et toujours à jour, causeur disert, marquant d'un trait ineffaçable la physionomie des choses et souriant non sans malice, ayant pour chacun un mot aimable ou pour tous une historiette lestement contée, sans craindre le mot gaulois qui faisait si fort esclaffer nos pères ».

Pouvait-on plus joliment décrire la ferveur érudite de ces bourgeois de Compiègne ?

Les « *correspondants* » sont, dès 1869, au nombre de 77 ; la moitié d'entre eux sont des érudits de métier ou de vocation dont huit proviennent de la « Société des Antiquaires de France » et six professent à l'« École des Chartes » (Quicherat, de Mas-Latrie, Bourquelot...). Il y a cinq ecclésiastiques dont l'abbé Lécot, encore vicaire à Noyon. Nombreux sont les membres des sociétés voisines et, dès 1873, des relations étroites sont établies avec les comités de Noyon et de Senlis dont les membres des bureaux sont nommés « correspondants » ; le bureau de Compiègne bénéficiant naturellement de la réciprocité. Il y a encore des magistrats, des militaires, des fonctionnaires, tous ceux dont la carrière est passée plus ou moins longtemps par Compiègne. Enfin douze étrangers habitant surtout la Belgique proche mais aussi l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre et le Danemark ; dès les années suivantes la Suède, le Portugal et l'Espagne seront aussi représentés. De plus il y a 38 *sociétés savantes* qui échangent, en 1878, leurs bulletins avec ceux de Compiègne : cinq de ces sociétés sont parisiennes, onze sont nos voisines de « Picardie », huit appartiennent au Nord ou à la Normandie, le reste se disperse jusqu'à Leeuwarden (Frise néerlandaise) et Oslo. Leur nombre montera rapidement à 58, dès 1884.

Les « *membres honoraires* » rehaussent le prestige de la société, ils sont d'abord onze « élus » dont cinq membres de l'Institut. Citons particulièrement : Alfred Maury, l'historien des forêts, Pellassy de l'Ousle, bibliothécaire du Palais, Viollet-le-Duc, Nieuwerkerke, surintendant des Musées impériaux. Cette catégorie est d'ailleurs en voie d'extinction, en 1878 il n'y a plus que neuf membres honoraires élus, deux seulement en 1900. Par contre, neuf années suffisent, 1869-1878, pour que les titulaires passent de 70 à 121 et les correspondants de 77 à 131. Les effectifs semblent désormais se stabiliser, les titulaires seuls continueront à progresser lentement, 153 en 1900.

Cette prospérité ne tient pas à l'accroissement de la population bien que la ville, après être restée une agglomération de 8 à 9 000 habitants au plus, de Louis XVI à Louis-Philippe, soit passée à 12 000 habitants à la veille de la guerre de 1870, pour atteindre 13 000 habitants vers 1876-80. Simple sous-préfecture, mais important marché, Compiègne rayonne au moins sur les quatre cantons méridionaux de son arrondissement. C'est aussi une ville de résidence bourgeoise et aristocratique, dont le prestige était rehaussé par les fréquents séjours de la cour royale et impériale.

Depuis 1870 elle conserve une importante garnison militaire et devient un centre de séjour, en lisière d'une forêt alors intacte, pour les riches étrangers, notamment pour les britanniques (l'église anglicane est dédiée en 1868). Tout ce mouvement aère la petite ville de province, d'ailleurs proche de la capitale et bien desservie par la voie ferrée. Il y avait un vide intellectuel à combler, déjà la générosité d'Antoine Vivenel avait donné à la ville un magnifique musée, mais il manquait un foyer de recherches sur l'histoire locale, coordonnant toutes les bonnes volontés et mettant en commun les aptitudes et le savoir. Le « comité archéologique », ce petit cercle de style Louis-Philippe, finit asphyxié dans l'indifférence générale. Il fallut attendre la conjonction de plusieurs facteurs : la passion archéologique de Napoléon III dont l'écho se retrouve chez Albert de Roucy, le patronage officiel de hauts fonctionnaires et de savants confirmés, le ferme appui de la Municipalité, l'adhésion de toute la société cultivée de la ville et des alentours, l'enthousiasme d'un jeune érudit A. Demarsy, la ténacité et l'esprit d'organisation de la plupart des fondateurs, vétérans ou néophytes.

Ainsi s'est constituée la phalange qui travaillera vigoureusement à défricher une histoire locale d'autant plus passionnante qu'elle est ici étroitement liée à l'histoire nationale. La génération des fondateurs et des pionniers poursuivra son effort jusqu'au début du XX^e siècle, mais nous arrêterons le bilan aux dix premières années d'existence de la Société.

Les Travaux :

Les mêmes noms reviennent souvent mais n'oublions pas que la confrontation, la discussion, la présence d'un auditoire cultivé et passionné, sont les aiguillons nécessaires aux chercheurs ; l'œuvre est d'ailleurs parfois autant collective qu'individuelle et nos ancêtres pratiquaient déjà le travail d'équipe dont on parle trop maintenant sans l'utiliser efficacement. Ces propriétaires, magistrats, rentiers, dont nous avons évoqué la mémoire, disposent de sérieux atouts dans leurs travaux érudits. Non seulement ils savent utiliser intelligemment les beaux loisirs qui leur sont échus souvent dans la force de l'âge, mais encore beaucoup ont la chance de posséder des archives familiales, des collections privées et presque tous habitent de belles et anciennes maisons. Jules du Lac le sait bien qui leur conseille : « Étudiez votre maison d'après les titres de propriété, ce sera le meilleur moyen de faire connaître exactement l'ancien Compiègne ».

Il fallait aussi disposer d'outils plus généraux, indispensables pour l'étude scientifique d'une histoire difficile, même si son horizon semble parfois restreint. A. Demarsy collige aussitôt une *Bibliographie Compiénoise*, parue dans le bulletin II, il présente ensuite (1874) un projet de publication de la *liste des offices et charges de la ville* (comprenant laïcs et clercs). E. Woillez complète son *Répertoire Archéologique de l'Oise* publié en 1862. Il faut aussi dépouiller les *Archives* pour y relever tout ce qui concerne directement Compiègne. Méresse se charge de celles de l'Oise (C.R. 1873), Michel et Viollet de celles de l'Hôtel de ville, les Archives nationales semblent fouillées moins systématiquement, il faudra attendre les travaux de Cocheris, bibliothécaire de la « Mazarine ». Le marquis de Laincel établira une liste de documents et un catalogue de livres concernant l'histoire de Compiègne et appartenant à la *Bibliothèque du Palais* (1876).

Un travail collectif s'établit non seulement au sein du « Bureau » et des deux commissions annexes des « Finances » et des « Publications » mais encore lors de circonstances exceptionnelles et pour les travaux de longue haleine. Par exemple une *Commission de Biographie locale* (responsable : A. Sorel), nommée en décembre 1872, fait paraître dans le Bulletin III une « *liste des personnages nés dans l'arrondissement de Compiègne avant le XIX^e siècle et qui s'y sont distingués à un titre quelconque* ».

Cette même année 1872 est désignée une *Commission des Inscriptions* (responsable J. du Lac), qui travaille au relevé des diverses inscriptions sur les pierres tombales, les cloches, etc., le travail s'achève pour le canton de Ribécourt en 1874. Une commission pour l'érection d'un monument à la mémoire de *Pierre d'Ailly*, dans son église paroissiale Saint-Antoine, va être animée, à partir de 1873, par le baron de Bicquille qui disparaît juste avant l'inauguration du cénotaphe, en 1875. Une autre commission élue en 1875, sur l'initiative du vicomte Raymond du Puget, va honorer *Jeanne d'Arc* en contribuant à lui dresser une statue qui sera inaugurée sur la place de l'Hôtel de ville, en 1880. La Société s'intéresse à l'actualité et une « commission d'enquête sur les événements survenus dans l'Arrondissement au cours de la guerre de 1870 » est établie dès la fin de l'année 1871, sur la proposition de Paisant. A. Leveaux, ancien adjoint au maire, fait d'ailleurs une communication, en 1873, sur « *Compiègne et ses transformations depuis vingt ans* ».

Il faut continuellement veiller à l'entretien et à la conservation des sites et des monuments de la ville. Poursuivant l'œuvre du

« comité archéologique », la Société émet, en 1874, *plusieurs vœux* tendant au maintien du *Musée d'Archéologie gallo-romaine du Palais*, ainsi qu'à la restauration de la *façade de l'Hôtel de ville* dont est heureusement chargé l'un de ses membres, Laffolye, architecte du Palais. Demarsy réclame le rétablissement de la décoration primitive de la façade qu'il a particulièrement étudiée. Méresse demande vainement, en 1874, qu'une statue soit dédiée à Louis VII et que les noms des bienfaiteurs de la ville soient gravés sur les murs. Les travaux sont menés à bien dès 1875 pour la façade et l'escalier à vis, tandis que le chevet de Saint-Jacques et la Porte Chapelle sont également restaurés. Les travaux de l'Hôtel de ville s'achèveront, en avril 1876, par la pose de trois nouveaux Picantins. En 1877, nouveau vœu pour la sauvegarde de *l'église de Choisy* et, en 1878, pour *le retable de Thourotte*. En 1878, lors du départ du marquis de Laincel, est demandé le maintien du poste de *Bibliothécaire du Palais*, dont la suppression est envisagée, on obtient provisoirement gain de cause. La Société joue alors, généralement avec succès, le rôle de « groupe de pression » culturel, face aux autorités municipales et préfectorales.

D'une manière générale, la Société s'intéresse aux édifices à classer parmi les *monuments historiques* et en dresse une liste (1873), elle veut également protéger les fouilles de la Forêt contre les dégradations. Signalons aussi les nombreux *dépôts* d'objets d'art et de curiosités diverses : pierres tombales (par exemple, en 1874, celle d'une carmélite), fragments de sculpture, jetons, médailles, gravures, plans, etc...

En 1878 sont créées deux autres commissions :

1) Une « Commission d'*Inventaire des richesses d'art* pour l'Arrondissement de Compiègne », travaillant à la demande des autorités départementales, elle a pour président Demarsy, vice-président J. du Lac, secrétaire Z. Rendu.

2) Une Commission du *dépouillement des archives municipales* concernant la série ancienne non comprise dans l'*Inventaire* de M. de l'Épinois (achevé en 1862).

Les *Excursions archéologiques*, organisées d'abord mensuellement par le président Jules du Lac, permettent de dresser l'*inventaire* des richesses archéologiques de la région et de relancer le travail de la « Commission des Inscriptions ». La Société attache beaucoup d'importance à ces déplacements, soigneusement préparés et objets de comptes rendus détaillés et publiés. De Saint-

Martin-aux-Bois à Vez, d'Attichy à Boulogne-la-Grasse, en quelques années, tout ce qui mérite de l'être est parcouru et répertorié. La Société historique, dont nous connaissons déjà les liens, parfois étroits, avec de nombreuses sociétés savantes françaises et étrangères participe également à divers *Congrès scientifiques*. Le « Bulletin » est envoyé aux Expositions Universelles de Vienne en 1873 et de Paris en 1878, mais surtout des délégations assistent au « Congrès d'Archéologie préhistorique » de Bruxelles (août 1872) et surtout, très régulièrement, aux *Congrès des Sociétés savantes* qui se tiennent, chaque année, en Sorbonne. Il faut aussi rappeler l'importante réception offerte au « *Congrès archéologique de France* », le 31 mai 1877, alors qu'il tenait ses assises à Senlis. On faisait alors admirer aux visiteurs les superbes salles voûtées, en sous-sol, de l'Hôtel-Dieu, ainsi que la noble façade de l'église Saint-Pierre des Minimes : trésors aujourd'hui démolis ou honneusement cachés.

A côté de cette œuvre surtout collective, que le nombre et la qualité des adhérents permet de rendre efficace, il y a un important travail personnel de la part de certains. Une partie des fruits de ce travail est heureusement conservée dans les « *Bulletins* », mais combien de « communications » sont trop souvent dispersées et à peine résumées dans les « *comptes rendus* » ou les « *procès-verbaux* ». En effet ce qui frappe en parcourant les « *comptes rendus* » et en les comparant aux « *bulletins* » c'est le petit nombre des travaux publiés par rapport à la masse de communications, même si on tient compte du caractère inachevé qui devait être celui de beaucoup d'entre elles. Ces communications inachevées sont d'ailleurs souvent l'ébauche de travaux plus importants ou se situent à la frange de thèmes préférés. En ce qui concerne les seules années 1868-1878 nous voyons que les « communications » débordent largement celles recueillies par A. Panthou, dans son précieux *Répertoire alphabétique* des travaux et publications de la Société historique jusqu'en 1932. Il semble intéressant de regrouper les sujets de ces communications non publiées, nous aurons une idée plus complète de l'intensité du travail et des directions de recherche.

Nous relevons ainsi, sans prétendre atteindre un chiffre très exact mais avec des proportions intéressantes :

- 34 *notices biographiques*, dont 9 publiées et 25 non publiées.

- 20 études d'*archéologie gréco-romaine et franque*, dont 13 publiées et 7 non publiées.
- 7 études de *numismatique ou de sigillographie*, dont 3 publiées et 4 non publiées.
- 25 études *archéologiques ou descriptives sur Compiègne*, dont 2 publiées et 23 non publiées.
- 16 études *archéologiques ou descriptives sur les alentours*, dont 5 publiées et 11 non publiées.
- 25 études sur *les communautés religieuses et les croyances*, dont 5 publiées et 20 non publiées.
- 48 études d'*histoires locale*, dont 18 publiées et 30 non publiées.
- 20 études d'*histoire générale ou diverses*, dont 2 publiées et 18 non publiées.
- Soit un total d'environ 195 communications, évidemment d'une longueur très irrégulière et parfois d'un intérêt inégal. Parmi ces communications, 54 sont publiées et 141 non publiées.

Les *notices biographiques* sont très prisées, elles permettent l'anecdote et la glorification du terroir, mais tous les noms de la liste publiée dans le Bulletin III sont loin d'être épuisés. Demarsy se spécialise dans les notules érudites.

Les *fouilles archéologiques* conservent pendant les premières années un prestige qui ne s'affaiblira qu'à partir de 1873, au profit de l'histoire sociale et de la description des mœurs d'autrefois. Albert de Roucy ne publie qu'en fragments les résultats de ses fouilles en Forêt de Compiègne, mais il en fait le point dès 1869. Rappelons qu'elles furent pratiquées surtout en 1858-62 et qu'Ernest de Breda eut le mérite d'attirer le premier l'attention sur Champlieu. Quant à la numismatique, c'est plutôt le domaine de Jules du Lac.

Les recherches sur le vieux Compiègne passionnent le plus grand nombre. Le baron de Bicquillel laisse à sa mort le tome I de ses *Recherches sur l'histoire de Compiègne*, la suite était préparée et aurait dû être publiée par Méresse, le plus grand fouilleur du sol compiégnais. *Saint-Corneille* est un sujet particulièrement évoqué, avant même que l'abbé Morel ne commence à rassembler le cartulaire de la fameuse abbaye (à partir de 1878). Aux alentours, l'étude du passé est surtout le fait de propriétaires s'intéressant à leur terroir, ou encore de curés de village.

L'Histoire locale représente, de très loin, la masse d'études la plus importante, dont plus de la moitié non publiées. Le Moyen-Age est peu fréquenté et il n'y a qu'une seule communication sur Jeanne d'Arc. *Les siècles classiques* semblent par contre tout proches et éveillent la curiosité nostalgique, la transmission orale entre les générations joue alors en leur faveur. Le bouleversement révolutionnaire passionne certains et particulièrement A. Sorel, mais il n'y a presque rien sur l'épopée napoléonienne. Demarsy se révèle, particulièrement dans ce domaine, le plus divers et le plus fécond des auteurs. Parmi les sujets généraux, l'histoire judiciaire est privilégiée, grâce à Hippolyte Bottier, mais seul le général Morin traite de l'histoire des sciences ; quant à la littérature, elle n'intéresse que sous la forme biographique. Très rares sont les sujets ne concernant pas notre région, il n'y a guère que des comptes rendus érudits de voyage.

La recherche est donc d'une grande fécondité et pendant ces premières années presque tous les thèmes locaux sont évoqués, et certains inlassablement repris. La plupart de ces études sont l'œuvre de membres titulaires, bien que certains correspondants soient actifs. Il y a un total de 52 auteurs de communications, publiées ou non, parmi lesquels 11 correspondants. La Société dispose donc d'un noyau de chercheurs assidus et aussi d'une audience étendue. Son expansion a été rapide, on dirait qu'elle avait un retard à combler, ce qui fut l'œuvre de ces dix premières années, ensuite ce sera la vitesse de croisière.

Il faudrait poursuivre notre enquête plus loin, sur l'évolution du rythme du travail, des centres d'intérêt, le nombre et l'origine des adhérents, l'attitude des pouvoirs publics, la considération dans laquelle est tenue la « Société », les liaisons avec le monde scientifique, etc.

Albert Thibaudet, dans *La République des Professeurs*, ouvrage publié en 1927, analyse finement la société érudite de son temps : « Il y a trois sortes d'intellectuels locaux, j'entends d'intellectuels encadrés, appartenant à un ordre, à une espèce : le prêtre, le membre d'une ou plusieurs sociétés savantes, l'universitaire. L'intelligence est représentée, dans la ville moyenne, par son clergé, la société d'émulation, ses Amis des Arts ou son Académie et par son personnel enseignant ». Le critique bourguignon ajoute d'ailleurs que, politiquement et même socialement, leur rôle a beaucoup changé : « Des trois types d'intellectuels non en papier, mais en chair et en os, d'intellectuels agissants, les deux premiers, le prêtre et le bourgeois lettré, mettons M. Guitrel et M. Lantai-

gne, M. Termonde et M. Mazure ont été poussés dans la trappe par l'affaire Dreyfus ». M. Bergeret serait donc le seul triomphateur parmi tous les personnages de l'*Histoire contemporaine* d'Anatole France. Cette évolution a d'ailleurs été plus ou moins rapide d'une ville à l'autre et Compiègne était parmi les plus traditionalistes.

Compensant de regrettables effacements, le recrutement s'est parfois heureusement élargi. Il est intéressant, par exemple, de dater l'entrée des premières femmes dans la Société ; il semble que ce soit en 1894 avec la baronne Creuzé de Lesser (du Fayel) et Mme Denis (de Giraumont) bientôt suivies par Mme Le Féron d'Eterpigny (de Margny) dite « le d'Hozier en jupons ». L'élément féminin ne formera d'ailleurs une partie importante de l'auditoire qu'après 1920 et ne participera aux responsabilités que plus tard encore.

Il est probable que les secousses des deux guerres mondiales et surtout la récente mutation urbaine ont dû accélérer les transformations, heureuses ou malheureuses. Il faudrait aussi comparer l'évolution de notre Société avec celle d'autres groupements du même genre pris dans diverses régions de la France, sinon dans divers pays d'Europe.

Puisse cette modeste enquête établir un dialogue avec nos fondateurs. Nous pouvons souhaiter, avec peut-être d'autres points de vue et d'autres méthodes, obtenir des résultats dignes des leurs.

* * *

SOURCES

- I) « Société des Antiquaires de Picardie » (Mémoires de la) 1836 à 1869 - tomes I à XXII. Procès-verbaux et compte rendus
- II) « Société Historique de Compiègne » (Bulletins de la) : 1869 à 1878 - tomes I à V. Procès-verbaux et compte rendus.
Voir également le Bulletin X (1901) pour le texte de Bonnault d'Houët.
- III) Les papiers laissés par L. de Cayrol sont analysés par Bonnault d'Houët, alors président de la Société (séance du 15-1-1901). P.V. 1888-1891 (pages 140 à 143).
- IV) A. PANTHOU : « Répertoire alphabétique des Travaux et Publications de la Société Historique » (jusqu'en 1932).
- V) Etat-civil (Archives municipales de Compiègne).
- VI) Sondages dans les journaux locaux :
 - L'Echo de l'Oise (Bibliothèque).
 - Le Progrès de l'Oise (Hôtel de ville).